

LOGO et CLPS... *samen werken* ou travailler ensemble la réduction des inégalités sociales de santé à Bruxelles

Cela fait quelques années déjà que le CLPS de Bruxelles et le Logo Brussel allient langues et compétences sur différentes problématiques de santé à Bruxelles.

L'expérience réalisée auprès de jeunes dans le cadre d'un appel à projets de la Fondation Roi Baudouin est un bel exemple de ce partenariat.

Un contexte fondateur

En novembre 2009, la Fondation Roi Baudouin (FRB) invite le Logo Brussel, le CLPS de Bruxelles et Bruxelles Ville-Région en Santé à réfléchir avec l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale à la constitution d'un comité d'accompagnement sur la question du soutien des dynamiques locales en matière de réduction des inégalités sociales de santé (ISS).

En 2010, ce comité détermine des critères bruxellois argumentés destinés à aider la FRB lors de son appel à projets 2010 concernant plus spécifiquement les jeunes. Dans le cadre de son projet ISS-Soutien aux bonnes pratiques locales, la FRB impulse un outil pratique pour aider les acteurs locaux à intégrer la dimension d'équité dans la gestion de leur projet : la « Lentille ISS ».

Au début 2011, la FRB sollicite le CLPS et le Logo pour accompagner les projets retenus dans le cadre de l'appel à projet sur la réduction des ISS auprès des jeunes. Le Logo et le CLPS organisent aussi des journées de rencontres sous forme d'intervisions entre les promoteurs de projet.

Public et problématique fédératrice

Cinq projets sont retenus : deux néerlandophones, portés par KTA Jette et Buurtsport Brussel, deux francophones, impulsés par les asbl Exil et Abordage, et un issu d'une institution bilingue, l'asbl Bravvo. Notre partenariat

CARTE DE VISITE

Logo est l'abréviation de Lokaal Gezondheidsoverleg (concertation locale de santé). Le Logo Brussel se situe au sein de la Vlaamse Gemeenschapscommissie ou VGC, le pendant de la COCOF.

Comme les 14 autres Logos, nous diffusons des projets autour des 6 objectifs santé de la Flandre (tabagisme, alimentation saine et mouvement, accidents domestiques et chutes, dépistage du cancer du sein, vaccinations, prévention de la dépression et du suicide). Nous créons des relais et de la concertation autour de ces thèmes. Nous accompagnons des projets au niveau méthodologique, faisons de la promotion d'outils pédagogiques, etc. En tant qu'association néerlandophone à Bruxelles, nous essayons de créer des ponts avec le terrain francophone; le CLPS de Bruxelles est pour nous le partenaire privilégié.

se construit dans l'organisation de deux journées d'intervision.

Si nous avons l'habitude de travailler ensemble, nous appréhendons toutefois le mélange des deux langues, des deux cultures, d'institutions qui ne se connaissent pas. La première rencontre se fait au Kriekelaar, un centre culturel flamand. A la présentation de la Lentille ISS par la FRB succède l'intervention de l'Observatoire de la Santé et du Social. Peter Verduyck explique, tantôt en néerlandais, tantôt en français, à l'aide de tableaux, les différents déterminants participant à la réduction des inégalités sociales sur le territoire bruxellois. Le propos est axé sur la situation des jeunes. Tous questionnent et commentent. Éclairés par ces enjeux communs, travailler cette problématique fait davantage sens pour tous. Les différences s'estompent...

L'après-midi, chacun vient renforcer ces données en relatant son projet. Les néerlandophones sont outillés : power

point, graphiques ; l'exposé est préparé avec méthode. Les francophones, quant à eux, optent pour la parole avec comme seul soutien des digressions courtes ou longues... Et l'heure passe trop vite. Aux dires de tous, l'envie est là de se revoir avec le souhait d'aller plus loin pour échanger et construire ensemble.

Une production collective

Le CLPS, le Logo et l'Observatoire se rencontrent plusieurs fois pour préparer une deuxième journée. Nous souhaitons une démarche de co-construction avec les promoteurs des projets. Nous allons « brainstormer » en français, en néerlandais. Chacun dans sa langue. Dans un deuxième temps, nous proposons au promoteurs d'aborder leur projet sous l'angle des leviers qu'ils énoncent. Dans la réalité, comment se déclinent-ils ? Reprenons ici quelques points, non exhaustifs, qui ont fait l'objet d'échanges et de propositions.

1. La co-construction

Tous s'accordent pour dire que la co-construction est l'élément central dans le travail avec les jeunes. Mais, très vite, on s'aperçoit que cette « co-construction » revêt des formes différentes selon le contexte institutionnel notamment. Dans une maison de jeunes, peu ou pas soutenue par la Commune, mais ancrée dans un quartier de logements sociaux, le coordinateur se situe dans le soutien. Les jeunes construisent, portés par leurs envies. Pour un service paracommunal, la réalité est autre : les jeunes sont davantage en attente, « consommateurs ».

Lorsqu'on aborde la question de la co-construction au sein de l'école, les échanges sont vifs : est-il possible, dans le système scolaire, de laisser une liberté créatrice? Certains n'y croient pas, d'autres avancent que les champs du possible avertis et soutenus par le professeur sont une piste. L'école n'est pas nécessairement un lieu fermé, il peut être un « terreau ». On aborde l'importance de créer des liens entre l'école et les associations. Encore une fois, les avis sont partagés. Une proposition émerge : et si les jeunes étaient des « passeurs », des ambassadeurs ?

L'association Exil se dit soucieuse d'inscrire ses activités avec les jeunes dans un lieu, leur service de santé mentale. Il est important que les jeunes investissent ce lieu : une manière de favoriser son accès, d'appréhender la question de la santé d'une manière positive.

2. La mixité

La mixité du public est un facteur favorisant la réussite d'un projet. Elle s'avère difficile à mettre en place pour une série de raisons, dont la peur de perdre ses repères. Quelques recommandations sont ébauchées. Le facteur temps est souvent évoqué : le temps, pour les participants, d'avoir confiance entre eux ; pour le promoteur, le temps de revoir ses approches pour toucher différents publics, investiguer différents lieux, multiplier

les collaborations avec des associations différentes... On remarque qu'un projet, inscrit dans un quartier où les jeunes se connaissent depuis longtemps et se côtoient dans la diversité depuis leur plus jeune âge, échappe à cette question de la discrimination. Soulignons qu'un travail de cohésion sociale inscrit dans le quartier favorise la mixité.

3. Le choix de la thématique

Tous témoignent que la thématique doit relever du choix des jeunes. La santé n'est pas une motivation pour eux. Elle l'est ponctuellement, lorsqu'ils sont concernés, si un proche a un problème de santé. Etre ensemble, créer ensemble, être dans le plaisir est davantage porteur et vecteur de bien-être pour les jeunes. La thématique des relations sexuelles et affectives a fait l'objet du choix d'un des promoteurs de projet, sujet tabou. Il est dès lors nécessaire que la confiance entre les jeunes s'installe mais aussi que l'institution porteuse du projet soit perçue comme interlocuteur légitime et respectueux de la liberté d'expression des jeunes.

Evaluation du processus et perspectives

Le Logo et Le CLPS de Bruxelles travaillent ensemble autour d'une problématique aiguë à Bruxelles. Différence de langue, différence d'expertise et de regard contribuent à nous questionner et à affûter nos approches de la réalité bruxelloise. Nous prenons du temps aussi pour que les promoteurs fassent connaissance. Certains ont évoqué l'envie de se retrouver, de faire réseau, de continuer à échanger et creuser. Ils se disent surpris de voir que « plein de petits mondes font des choses avec plein d'énergie » et souhaitent garder le contact. Beaucoup de thèmes sont encore à travailler, le sujet n'est pas épuisé, une troisième rencontre s'annonce !

Heidi du Laing (Logo Brussel)
Patricia Thiebaut
et Catherine Vegairginsky
(CLPS de Bruxelles)

Impulseo III, un nouveau coup de pouce pour les médecins généralistes

Nous savons que le nombre de médecins généralistes, particulièrement dans certaines régions du pays, est en régression. Les causes, multifactorielles, s'enracinent dans le choix même de l'exercice de cette discipline aux conditions de travail exigeantes sur le plan technique et humain. Seul un généraliste sur deux s'installe en fin de formation. Dans le but d'améliorer l'attractivité et l'installation dans la profession, le Gouvernement a créé « Impulseo » afin d'aider les jeunes généralistes à s'installer. Si la première version de ce plan prévoyait d'améliorer l'installation des généralistes, en particulier dans les zones mal couvertes, Impulseo II visait, lui, à encourager les accords de coopération entre généralistes et alléger leurs conditions de travail en finançant de manière structurelle les coûts salariaux liés à l'embauche d'un assistant administratif, pour autant qu'ils gèrent ensemble un certain nombre de dossiers médicaux globaux (DMG). Impulseo III, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} avril prochain, synthétise les deux premiers plans en cherchant par ailleurs à intégrer les médecins généralistes solos. A noter qu'Impulseo présente des avantages sous-jacents puisqu'il crée de l'emploi et, en outre, favorise le partage d'expériences, la bonne coordination des soins, permet de répandre la pratique des DMG et de familiariser le public à ceux-ci. Pourtant, jusqu'ici, le nombre des dossiers bruxellois approuvés est, par rapport aux autres Régions, très faible. Ainsi, en 2008 et 2009, le nombre de dossiers agréés s'élève à 7% pour la Région bruxelloise, là où la Wallonie et la Flandre sont respectivement à 16% et à 77% ! Impulseo III pourrait indéniablement avoir un impact positif pour notre Région, qui observe déjà un déficit de médecins dans plusieurs communes. Il serait intéressant de creuser les raisons de cet écart avec la Flandre et de sensibiliser davantage les (futurs) jeunes médecins bruxellois à cette mesure. Il appartient aux pouvoirs publics, qui doivent continuer à investir dans la médecine de première ligne, de le faire. La Fédération Wallonie-Bruxelles a peut-être, dans cette optique, un rôle à